



Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N°78

" Réfléchir à changer "

Octobre – Décembre 2021



# Mali

Même satisfaits de ses avantages, les Maliens  
prônent la régulation des réseaux sociaux

*Moussa COULIBALY*

## **Table des matières**

Résumé .....	1
L'enquête Afrobarometer .....	2
Résultats clés.....	3
Entendu parler des réseaux sociaux .....	5
Source d'information.....	7
Effet social des réseaux sociaux .....	11
Qualité des effets des réseaux sociaux sur la société .....	13
Liberté des médias à commenter l'actualité.....	16
Diffuseurs de fausses informations .....	17
Limitation ou interdiction de partage d'information .....	21
Politique d'accès aux réseaux sociaux.....	23
Conclusion .....	25

## Résumé

Si jadis, un réseau ou groupe social « non-virtuel » permettait à un regroupement de personnes ou d'organisations d'échanger, communiquer et partager, tout en respectant les hiérarchies, leurs idées autour d'un sujet commun, aujourd'hui avec l'arrivée du WEB, un réseau social est un espace virtuel permettant aux individus ou aux organisations d'échanger, communiquer et partager des sujets, des événements, en plus de ce qu'il permettait autrefois, de faire leur propre promotion ou la promotion de leurs produits. Ainsi, depuis environ une dizaine d'années, la fièvre des médias sociaux a frappé l'Afrique. A cet effet, l'enthousiasme des africains pour les réseaux sociaux numériques a non seulement eu des répercussions significatives sur leur façon de vivre en communauté mais a également modifié leur manière d'accéder et de consommer l'information.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont à l'origine de beaucoup de dérives et scandales terribles dans notre société. Ces dérives et scandales sont dus au paradoxe qui caractérise les réseaux sociaux. Ils forment un espace à la fois privé et public. Ce qui au départ et par essence est privé, peut être toujours rendu public volontairement ou par mégarde. Les réseaux sociaux sont devenus le nouvel eldorado pour certains déviants de la société et mécontents de notre pays. Le bien peut prendre la direction du mal. Cette tournure que les réseaux sociaux ont prise dans notre pays interpelle notre responsabilité, la responsabilité de tout un chacun : du Président de la République au citoyen lambda. Il n'y a pas de liberté sans responsabilité. Sinon, on aboutit au libertinage, au désordre et à l'anarchie.

A côté des dérives qu'entraînent les médias sociaux, ils ont une caractéristique de fournir des informations instantanées et en direct par audiovisuelle grâce au développement de la technologie. Dans cette posture, à travers les réseaux sociaux, des milliers de Maliens ont suivi de façon instantanée et directe les événements du récent coup d'état contre le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta. Ceci dit

grâce au développement de la technologie, l'espace médiatique s'est beaucoup agrandi tout en brisant le monopole étatique sur les médias.

Cependant, il donne aussi, la voix aux sans voix en leurs permettant de s'exprimer sur des plateaux virtuels à travers la diffusion des résultats des enquêtes comme Afrobarometer.

Lors du grand dialogue de la liberté d'expression et des réseaux sociaux, il a été noté que Depuis environ ans, , la censure des réseaux et de l'Internet devient récurrente au Mali lors des manifestations notamment. Les interrogations qui qui suivent ont été soulevé : i) Ces restrictions constituent-elles une violation du droit à la liberté d'expression ? ii) Sont-elles justifiées avec les dérives qui sont souvent constatées sur les médias sociaux? iii) Où se situent les responsabilités? iv) Les réseaux sociaux sont-ils devenus une menace à la gouvernance au Mali ? v) Quels impacts sur les consommateurs ? vi) Faut-il mettre fin à ces restrictions des réseaux sociaux ? vii) Comment ?

L'usage des réseaux sociaux impliquent des enjeux importants. D'ailleurs, plus de la moitié des Maliens estiment que les informations sur les réseaux sociaux et l'Internet divisent les gens et qu'il faut donc réguler leur accès.

## **L'enquête Afrobarometer**

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35

pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en mars-avril 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Kidal, Gao, et Tombouctou) produisent des résultats avec de très larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution.

Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014, et 2017.

## Résultats clés

- Pendant que 85% des Maliens reçoivent leurs informations à travers la radio, seulement 15% reçoivent les leurs par la presse écrite. Majoritairement, 67% des maliens s'informent par le biais de la télé. Le quart des maliens utilise de l'internet comme source d'information. Bien que les réseaux sociaux soit d'actualité, seulement 35% de maliens s'informent par ce canal 1% des maliens n'utilise que les réseaux sociaux comme sources d'information, 9% utilise en plus des réseaux sociaux utilise, une deuxième source d'information soit la radio, la télé, la presse écrite ou l'internet. Le score atteint 25% pour ceux qui s'informent au moins par deux autres sources parmi celles sus énumérées en plus des réseaux sociaux. Les personnes utilisant trois sources parmi celles sus énumérées sont les plus nombreux avec un score de 37% et les gens qui utilisent toutes les quatre sources pré-énumérées en plus des réseaux sociaux sont de 27%. Parmi les 37% des maliens qui ont déclaré avoir

s'informé par le biais d'une combinaison de trois sources d'information parmi (la radio, la télé, l'internet et la presse écrite), le plus grand nombre soit 30% s'informe par les réseaux sociaux + radio + télé + internet. Ce pendant les autres combinaisons se partagent les 7% c'est-à-dire Réseaux sociaux + radio + télé + presse écrite (2%), réseaux sociaux + radio + presse écrite + internet (1%) et réseaux sociaux + télé + internet (4%).

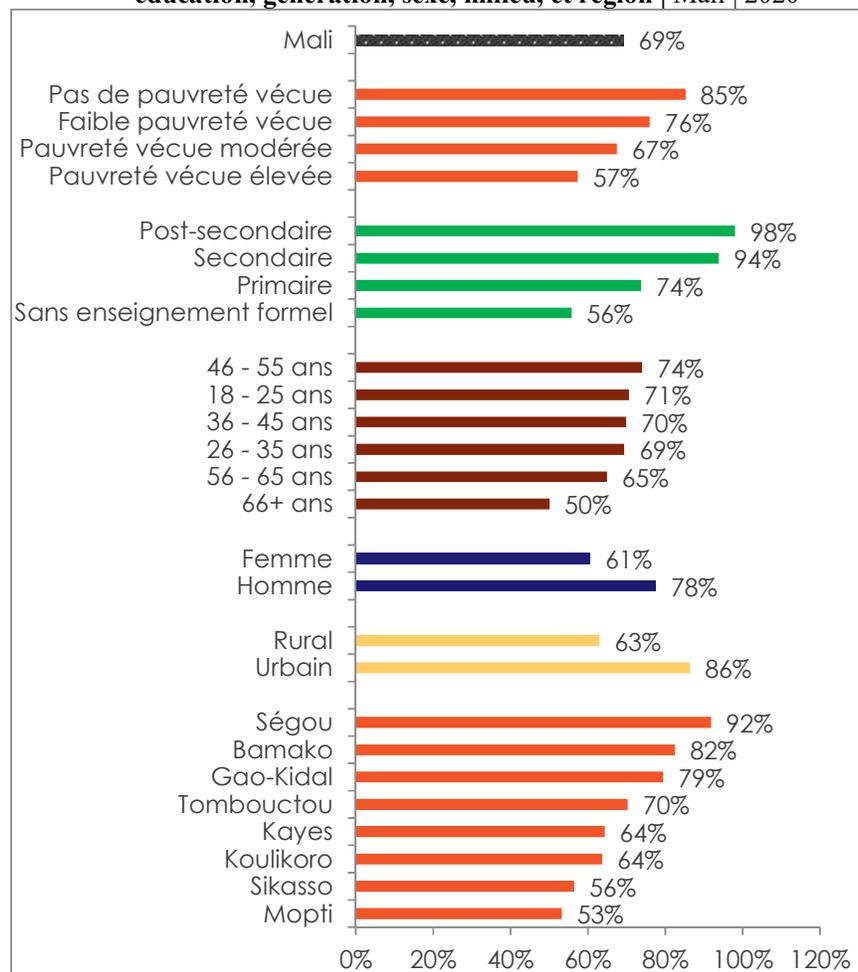
- Si les politiciens et les partis politiques sont à la tête de ceux qui diffusent des nouvelles qu'ils savent fausses (70%), ils sont dans ce sens suivis par les usagers des réseaux sociaux (62%), les médias et journalistes (59%), les activistes (54%), et les membres du gouvernement (47%).
- 41% des Maliens ayant entendu parler des réseaux sociaux pensent que ces outils (Facebook, Twitter, et WhatsApp) ont des effets « quelque peu positif » ou « très positif » sur la société, contre 39% qui affirment le contraire. Cependant, les 20% restant trouvent lesdits effets ni positif ni positif.
- Parmi les 69% des Maliens qui ont entendu parler des réseaux sociaux, 41% pensent que les réseaux sociaux ont un effet négatif sur la société contre 39% qui pensent le contraire et 20% qui sont indifférent. Malgré que les 41% des maliens pensent que les réseaux sociaux ont des effets négatifs, la grande majorité (91%) pense que ces outils rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles, aussi, ils sont 83% à penser que ces même outils, rendent les gens plus intolérants envers ceux qui ont des opinions politiques différentes. Tout comme les effets négatifs, malgré que 39% des maliens pensent que les réseaux sociaux ont des effets positifs, ils sont 91% des maliens à penser que les réseaux sociaux informent les gens sur l'actualité, aussi, 81% pense que ces outils aident les gens à avoir plus d'impact sur les processus politiques (81%).

- Les Maliens sont plus en faveur de la régulation de l'accès aux réseaux sociaux et à l'Internet (62%) que de la protection de l'accès libre à ces outils (35%), 2% ni l'un ni l'autre et 1% se sont réservés de se prononcer. Plus de huit maliens sur dix sont d'accord voire tout à fait d'accord que le gouvernement limite ou interdise le partage des nouvelles ou informations fausses, de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux et des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le Président de la République par contre, seulement, quatre maliens sur dix sont d'accord ou tout à fait d'accord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage des nouvelles, informations, ou opinions que le gouvernement désapprouve.

## **Entendu parler des réseaux sociaux**

Par région, le score des personnes ayant confirmé avoir entendu parler des réseaux sociaux dépasse la moyenne nationale soit 69% à Ségou (92%), Bamako (82%), Gao-Kidal (79%) et Tombouctou (70%). Le plus faible score est observé à Mopti (53%). Les urbains sont plus nombreux que les ruraux 86% contre 63% à avoir entendu parler des réseaux sociaux. Les hommes sont 78% contre 61%. Entendre parler des réseaux sociaux est un phénomène fortement corrélé avec le niveau d'éducation et inversement corrélé avec la pauvreté vécues. L'âge n'affecte presque pas trop ledit phénomène. (Figure 1)

**Figure 1: Avoir entendu parler des réseaux sociaux | par pauvreté vécue, éducation, génération, sexe, milieu, et région | Mali | 2020**



*Questions posées aux répondants : Avez-vous entendu parler des réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter, et WhatsApp?*

## Source d'information

Les résultats des enquêtes Afrobarometer de 2020 confirment que majoritairement, les maliens sont plus audiovisuels en matière d'acquisition des informations (85% par la radio contre 67% par la Télé) que réseaux sociaux ou un internet ou par presse écrite avec respectivement 35%, 25% et 15% de score. Ceci confère aux maliens le caractère de communication orale. Cela nous révèle que les maliens n'arrivent toujours pas se défaire des pratiques traditionnelles de la communication et de l'information (bouche à oreille). (Figure 2)

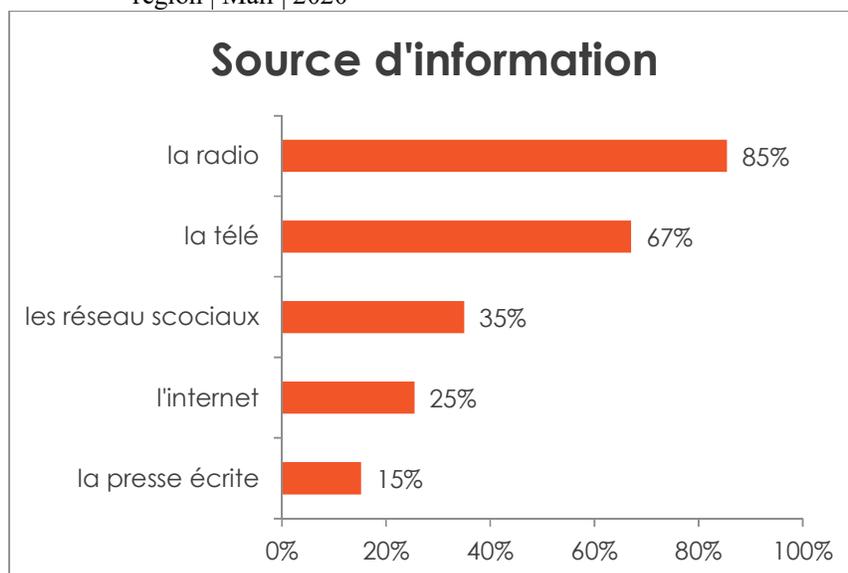
Du fait que 35% des maliens reçoivent leurs informations à travers les réseaux sociaux, cela peut avoir comme explication la non-couverture totale du territoire malien par les réseaux d'internet à cela s'ajoute le faible niveau d'éducation de la plupart des maliens, ce taux atteint 61% en milieu urbain et 26% en milieu rural faisant des réseaux sociaux un phénomène urbain mais très accentué à Bamako (62%) à cause de son caractère 100% urbain. Selon le sexe, le la moyenne nationale (35%) augmente de 10 point de pourcentage chez les hommes soit 45% contre 25% chez les femmes. (Figure 2)

Selon le niveau d'éducation, le taux augmente tout au long de l'échelle d'instruction, de 17% des analphabètes à 86% des personnes de niveau d'enseignement post-secondaire. Aussi, les jeunes (45% de 18-25 ans) sont les plus nombreux à s'informer par le biais des réseaux sociaux contre 17% de 60 ans et plus. Bref, recevoir les informations à travers les réseaux sociaux est un phénomène urbain à visage jeune, masculin et éduqué. (Figure 1).

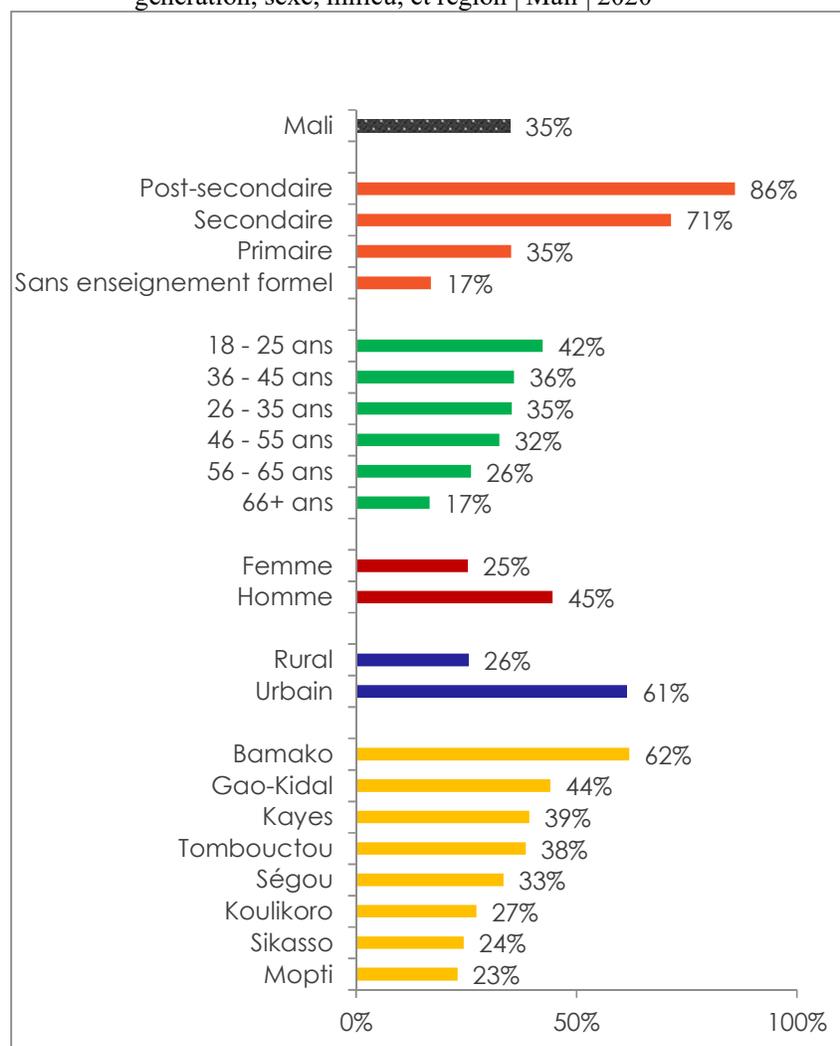
Comme sources d'informations, 30% de maliens combinent aux réseaux sociaux, la radio, la télé et l'internet. Cette combinaison est plus pratiquée en milieu rural qu'en urbain soit 32% contre 27% aussi par les hommes que les femmes soit 31% contre 28%. Par niveau d'éducation, ceux ayant les niveaux moyens (secondaire (37%) et primaire (32%)) sont plus favorables à cette combinaison que les niveaux extrêmes (Post-secondaire (26%) et sans enseignement formel

(25%). L'âge n'a pas trop d'effets sur cette combinaison par contre la région de Kayes est la plus favorable suivi de Tombouctou 44% contre 43% et Ségou est la moins favorable avec 16%. (Figure 2)

**Figure 2: Source d'information** | par éducation, génération, sexe, milieu, et région | Mali | 2020

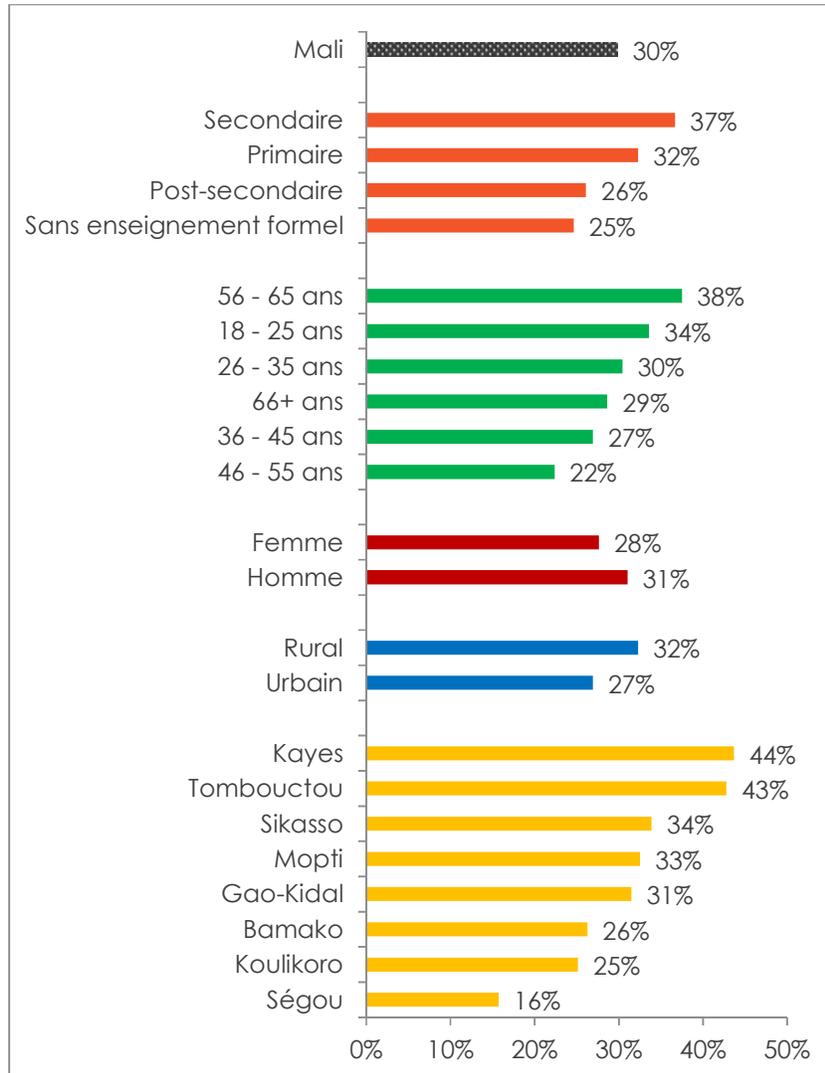


**Figure 2: Réseaux sociaux comme source d'information** | par éducation, génération, sexe, milieu, et région | Mali | 2020



*Questions posées aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres*

**Figure 2: Réseaux sociaux + radio + télé + internet comme source d'information** | par éducation, génération, sexe, milieu, et région | Mali | 2020



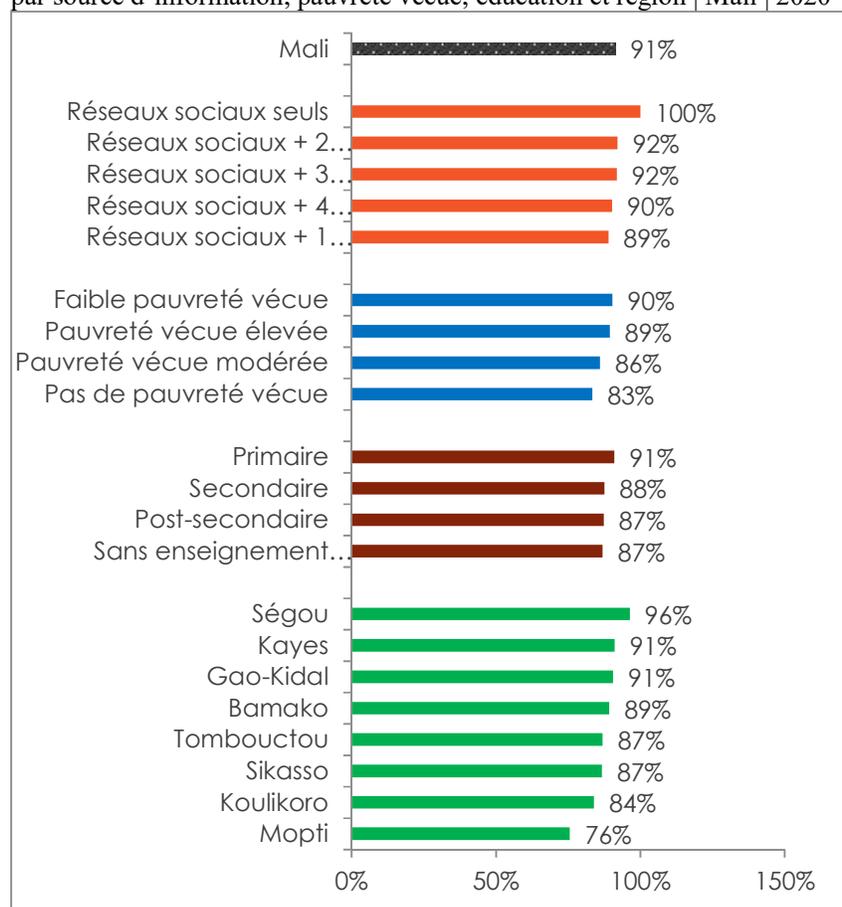
*Questions posées aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes?*

*A : radio ; B : Télévision ; C : Presse écrite ; D : Internet ; E : Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres*

## **Effet social des réseaux sociaux**

Les personnes ayant confirmées avoir entendu parler des réseaux sociaux, se sont également prononcé sur les effets sociaux que peut avoir les réseaux sociaux. Les analyses ont montré que 91% des 69% ayant entendu parler des réseaux sociaux pensent que les réseaux sociaux rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles. Ceux utilisant uniquement les réseaux sociaux comme source d'information sont unanime sur cette opinion. Le nombre de médias associés aux réseaux sociaux comme source d'information aussi bien la pauvreté vécue n'ont pas d'effet sur cette opinion. Ségou est la seule région ou la moyenne dépasse la nationale soit 96%, Kayes et Gao-Kidal s'égalisent à la nationale et les autres régions ont des moyenne inférieures à la nationale. (Figure7).

**Figure 3: Réseaux sociaux rendent plus réceptifs aux fausses nouvelles |**  
 par source d'information, pauvreté vécue, éducation et région | Mali | 2020



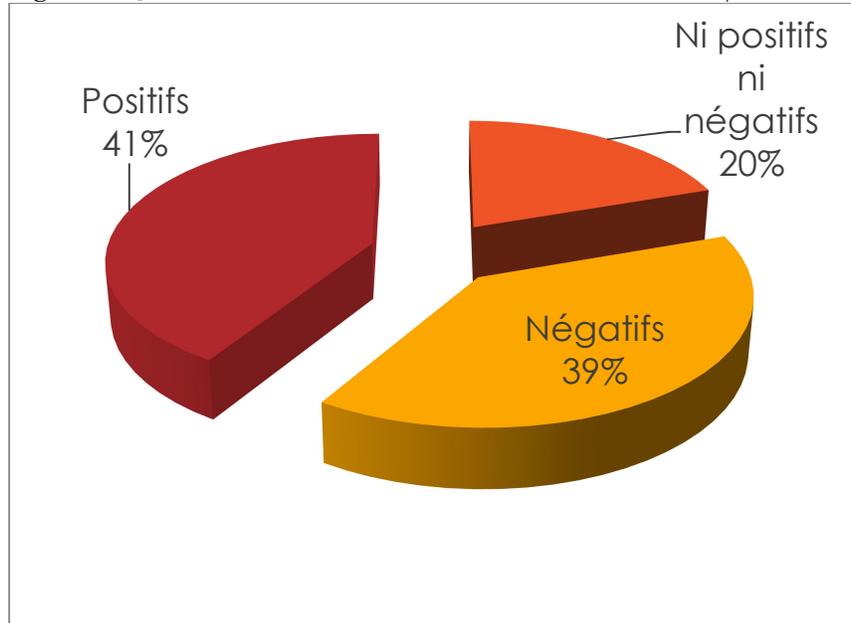
*Questions posées aux répondants : Que vous utilisiez personnellement ou non les réseaux sociaux, dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord pour dire que les réseaux sociaux: C : Rendent les gens plus réceptifs aux fausses nouvelles?*

## **Qualité des effets des réseaux sociaux sur la société**

Presqu'à égalité, les maliens pensent que les réseaux sociaux ont des effets positifs comme négatif 41% contre 39% et les 20% restants sont à cheval en pensant que les effets sont ni positifs ni négatifs. (Figure 4)

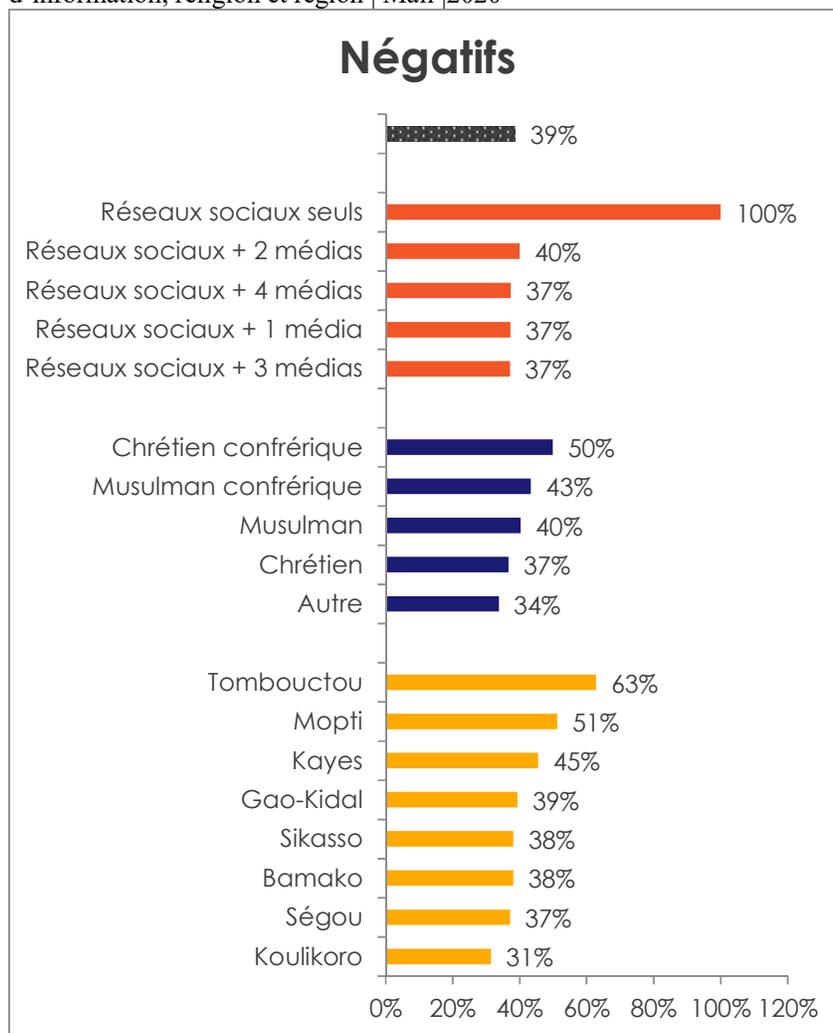
Unaniment, les maliens n'utilisant que les réseaux sociaux comme source d'information pensent que lesdits réseaux ont des effets néfastes sur la société. Ceux qui combinent les réseaux sociaux à deux autres d'informations dépassent légèrement la moyenne nationale soit 40%. Ceux combinant les réseaux sociaux avec 1, 3 ou 4 autres sources d'information sont tous en bas de la moyenne nationale avec 37% chacun. Les chrétiens et les musulmans confrériques sont à 50% respectivement 43% à partager l'avis "effet négatif" des réseaux sociaux. Par région Tombouctou avec 63% de score se plante au premier rang suivi de Mopti (51%). C'est à Koulikoro (31%) que les gens sont moins sévères pour qualifier négativement lesdits effets. (Figure 5).

**Figure 4: Qualité des effets des réseaux sociaux sur la société | 2020**



*Questions posées aux répondants : Dans l'ensemble, pensez-vous que les effets des réseaux sociaux sur la société sont plutôt positifs, plutôt négatifs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?*

**Figure 5: Effets négatifs des réseaux sociaux sur la société | par source d'information, religion et région | Mali | 2020**



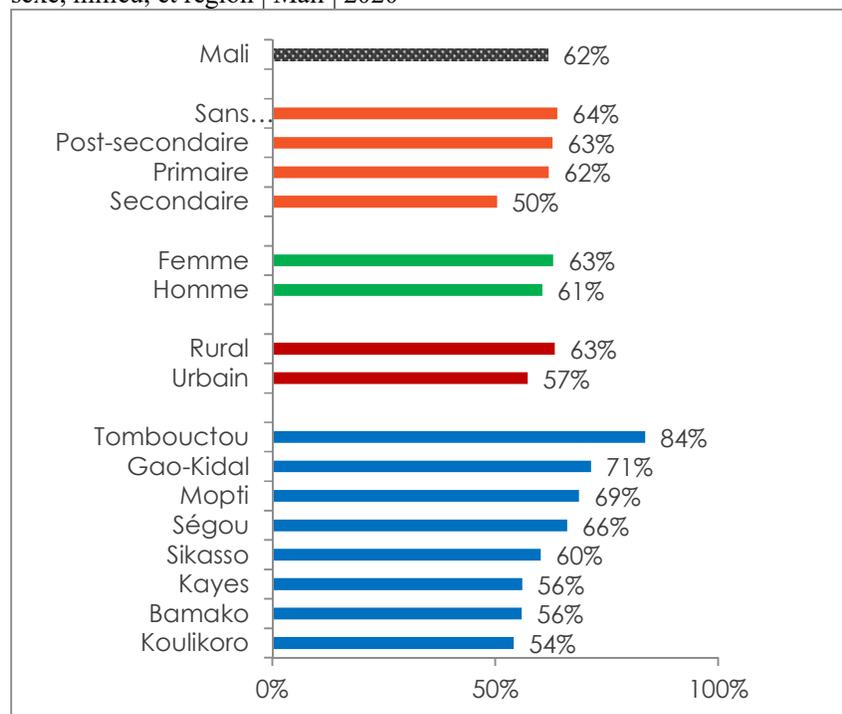
*Questions posées aux répondants : Dans l'ensemble, pensez-vous que les effets des réseaux sociaux sur la société sont plutôt positifs, plutôt*

*négaifs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?*

### **Liberté des médias à commenter l'actualité**

En 2020, 62% des maliens avaient comme opinion que les médias doivent être entièrement libre ou libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement. Cette opinion est plus partagée dans les régions du nord et centre avec le plus grand score à Tombouctou (84%) suivi de Gao-Kidal (71%). Mopti et Ségou sont respectivement à 69% et 66%. Koulikoro se place au bas de l'échelle avec 54%. Les niveaux extrêmes de l'éducation partage mieux cette opinion avec 64% pour les sans enseignement formel et 63% les niveaux post-secondaire. Les secondaires sont au dernier rang avec 50% de score. Presque pas de différence pour les deux sexes 63% de femmes contre 61% des hommes. Par Milieu, les ruraux sont à 63% contre 57% pour les rurbains. (Figure 3)

**Figure 3: Liberté des médias à commenter l'actualité** | par éducation, sexe, milieu, et région | Mali | 2020



*Questions posées aux répondants: A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?*

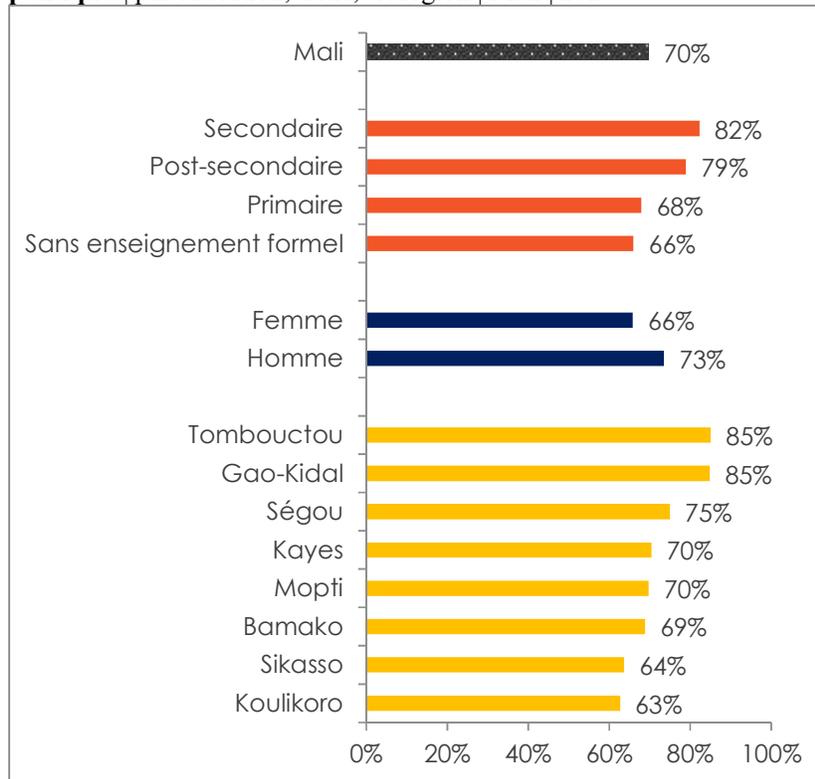
### Diffuseurs de fausses informations

Si 70% des maliens ayant entendu parler des réseaux pensent que les politiciens et les partis politiques diffusent sciemment des fausses informations, ce score atteint son paroxysme à Tombouctou et Gao-Kidal avec 85% chacun suivi de Ségou (75%). Koulikoro et Sikasso sont les régions les moins sévères avec respectivement 63% et 64%.

73% des hommes partagent cet avis contre 66% des femmes. Les plus éduqués le partagent également avec 82% pour les niveaux secondaires et 79% pour les post-secondaires. (Figure 4).

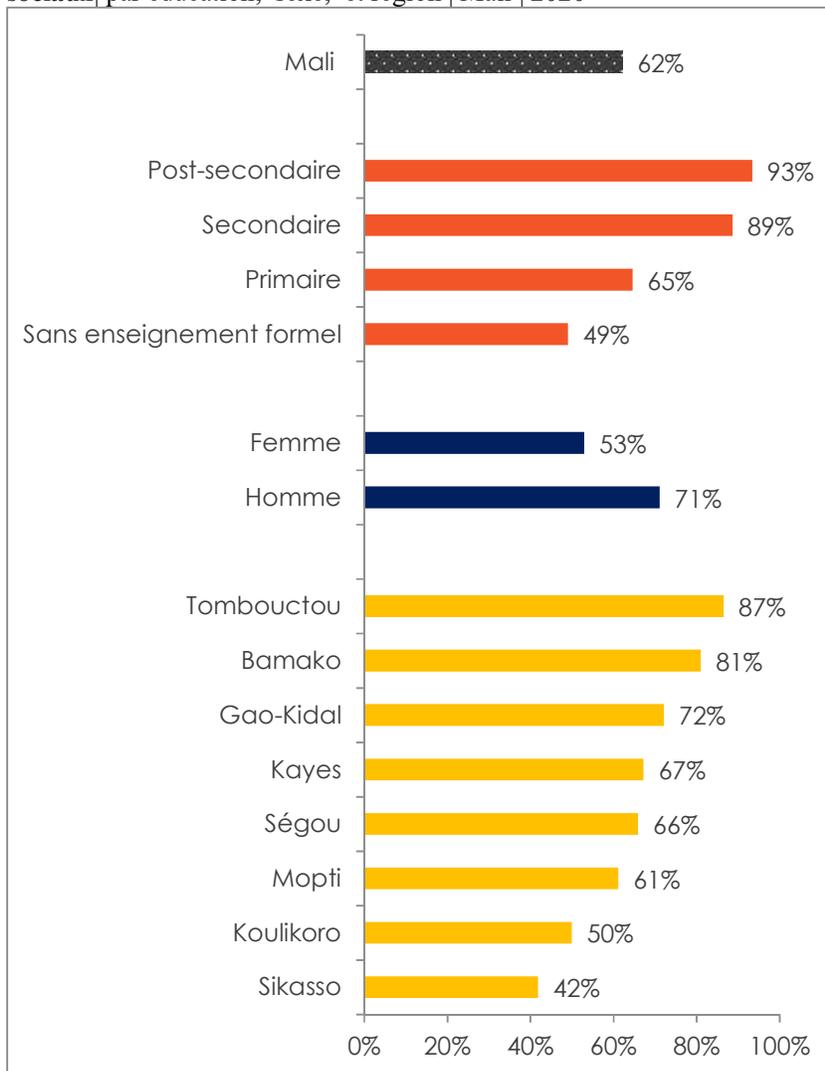
Après les politiciens et les partis politiques, les usagers de réseaux sociaux avec 62% de score viennent au second rang comme diffuseurs de fausses informations. Ce score atteint son paroxysme à Tombouctou (87%) et son planché à Sikasso (42%). Les hommes (71%) sont plus favorables à cette opinion que les femmes (53%). Il y a une forte corrélation entre le niveau d'éducation et cette opinion. Les plus éduqués (niveau post secondaire) sont à plus de neuf personnes sur dix à penser de la sorte et les niveaux secondaire à près de neuf personnes sur dix. Le bas de l'échelle est observé chez les sans enseignement formel (49%) et primaire sont légèrement supérieur à la moyenne nationale soit 65%. (Figure 5)

**Figure 4: Diffuseurs de fausses informations : Les politiciens/partis politiques** | par éducation, sexe, et région | Mali | 2020



*Questions posées aux répondants: Dites-moi, s'il vous plait, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses? B : Les politiciens et les partis politiques*

**Figure 5: Diffuseurs de fausses informations : Les usagers des réseaux sociaux** par éducation, sexe, et région | Mali | 2020



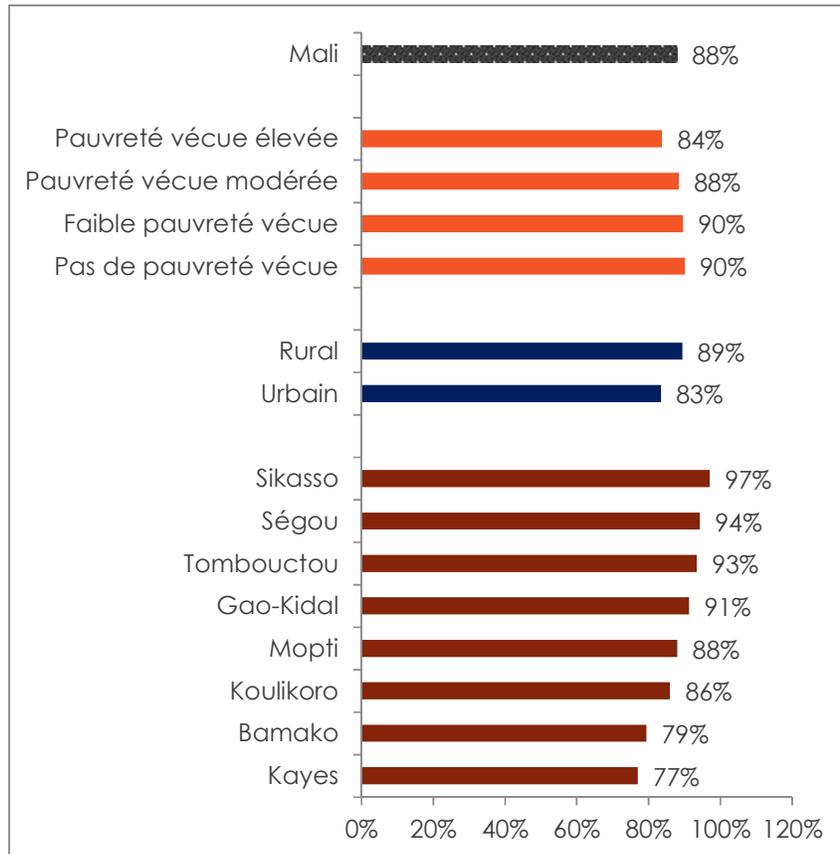
*Questions posées aux répondants: Dites-moi, s'il vous plait, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des*

*groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses? D:  
Les usagers des réseaux sociaux*

### **Limitation ou interdiction de partage d'information**

88% des maliens sont d'accord ou tout à fait d'accord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage des fausses nouvelles, informations, ou opinions à la radio et à la télévision, dans les journaux ou sur Internet ou les réseaux sociaux. Ce taux national dépasse les 90% dans les régions de Sikasso, Ségou, Tombouctou et Gao-Kidal avec le plus grand score à Sikasso (97%). Les régions de Kayes et de Bamako avec 77% respectivement 79% sont les moins sévères. Les ruraux aussi bien que les urbains sont d'accord avec cette limitation ou interdiction à plus des huit personnes sur dix. Quel que la pauvreté vécue, les gens sont majoritairement d'accorde pour limitation ou interdiction de partager les fausses informations.

**Figure 7: limiter ou interdire des informations fausses** | par pauvreté vécue, éducation, génération, sexe, milieu, et région | Mali | 2020

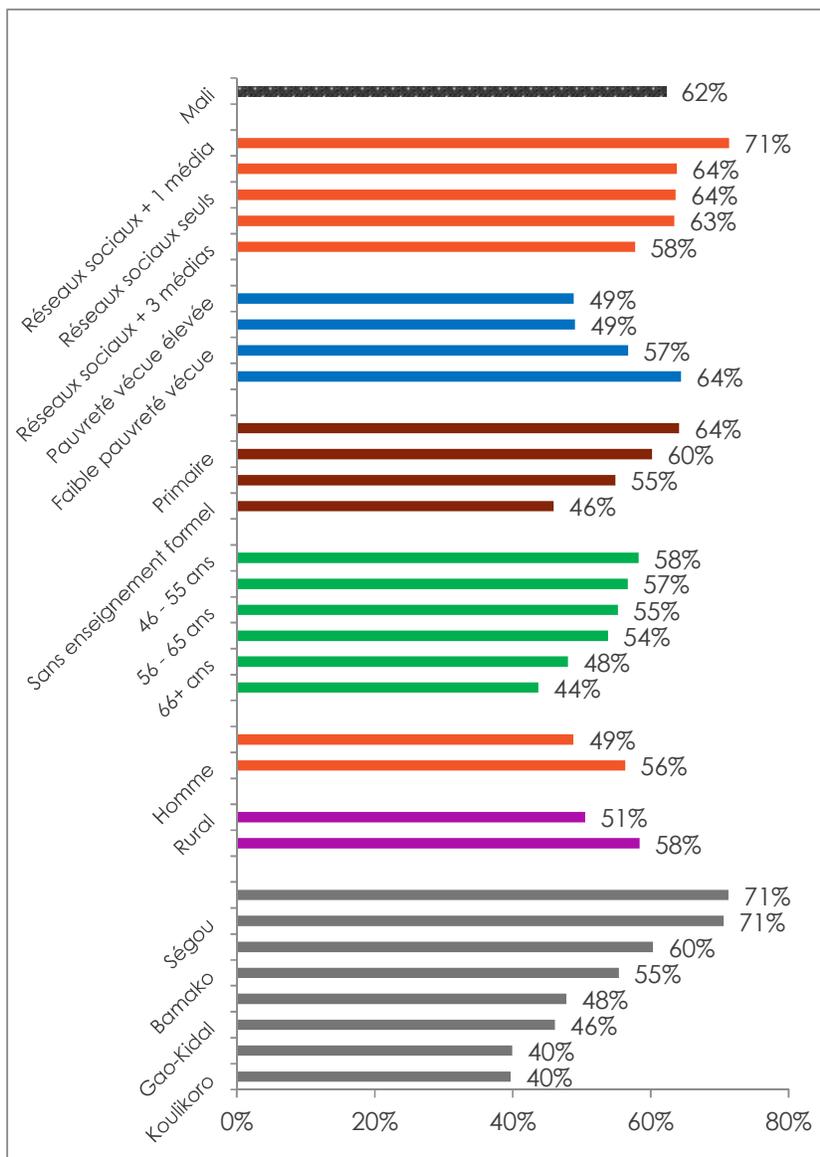


*Questions posées aux répondants Dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage. A: Des nouvelles ou informations fausses*

## **Politique d'accès aux réseaux sociaux**

62% des maliens sont pour la régulation des réseaux sociaux, ce taux atteint son plafond (71%) à Tombouctou et Ségou et 40% à Koulikoro et Sikasso comme le planché de l'échelle. Quel que soit le milieu, cette régulation est majoritairement souhaitée par les gens 58% en milieu urbain contre 51% en milieu rural. Selon le sexe, les hommes sont majoritairement d'accord 56% contre 49% pour les femmes. Les plus jeunes (44%) sont les moins favorables à cette régulation. Cela s'explique par le fait que, c'est eux qui balancent et recherche de n'importe quoi sur les réseaux sociaux. Les personnes âgées (48%) sont également minoritaires pour demander la régulation, pour eux, cela s'explique parce que les personnes âgées ne sont pas trop réseaux sociaux en général. Hormis les enseignements formels (46%), tous les autres niveaux d'éducation sont majoritairement d'accord pour la régulation des réseaux sociaux avec le plus grand score pour le niveau post-secondaire (64%). La régulation des réseaux sociaux est pro-riche et cela s'explique par leur volonté de limiter leurs enfants à des choses qu'ils pensent anormale sur les réseaux sociaux. Quel que soit la source d'information utilisée, les gens sont majoritairement d'accord avec la régulation avec le plus grand score pour ceux utilisant les réseaux plus un autre média (71%).

**Figure 11: Accès régulé aux réseaux sociaux** | par Source d'information, éducation, âge, sexe, milieu, et région | Mali | 2020



*Questions posées aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisissez l’Affirmation 1 ou l’Affirmation 2.*

*[Sonder la force de l’opinion: Êtes-vous d’accord ou tout à fait d’accord?]: Affirmation 1: L’accès libre aux réseaux sociaux et à l’Internet rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devrait donc être protégé. Affirmation 2: Les informations sur l’Internet et les réseaux sociaux divisent les maliens et devraient donc voir leur accès régulé.*

## **Conclusion**

Bien que 62% des maliens pensent que les médias doivent être libre à commenter les actualités, les réseaux sociaux connaissent une mauvaise réputation de diffuseur de fausses informations cela suscita un reflet de régulation dans la tête des maliens.